



**ARRETE MUNICIPAL PORTANT
REGLEMENTATION PROVISOIRE
DU STATIONNEMENT ET DE LA
CIRCULATION
RUE DE L'UNITE
LE 25 SEPTEMBRE 2026**

**STATIONNEMENT D'UN CAMION
DE 3.5T**

Le Maire de la ville de TULLE,

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,
- Vu le Code de la voirie routière,
- Vu le Code de la Route et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8ème partie - signalisation temporaire),
- Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales,
- Vu le Code de la route et notamment l'article R. 411-8,
- Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription,
- Vu la délibération instaurant les redevances pour l'année 2026,
- Vu la délibération n°1 du 24 juin 2026 relative à la délégation accordée au Maire et aux Adjointes conformément aux articles L.2122.22 et L.2122.18 du Code Général des Collectivités Territoriales (abrogation et remplacement de la délibération n°2 du 27 mars 2026),
- Vu la demande par laquelle A LAU DEMENAGEMENTS demeurant 9001 RUE HIPPOLYTE TAINE 19100 BRIVE LA GAILLARDE représentée par Madame CORALIE MACHADO demande l'autorisation pour la réalisation d'un déménagement sur le domaine public et l'occupation temporaire de ce dernier :
- stationnement d'un camion de 3.5T avec fermeture de voie et mise en place de la signalisation réglementaire RUE DE L'UNITE (Tulle),

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Le bénéficiaire (A LAU DEMENAGEMENTS) est autorisé, sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public, conformément à sa demande :

- le 25/09/2026, de 8 h à 15 h, le demandeur sera autorisé à stationner un camion de 3.5T (surface au sol : 2 places de stationnement), 6 RUE DE L'UNITE (Tulle).

ARTICLE 2 : Les prescriptions suivantes s'appliquent RUE DE L'UNITE (Tulle) :

- La circulation des véhicules est interdite ;
- Le demandeur sera autorisé à stationner un camion de 3.5T au droit du n°6 rue de l'Unité pour lui permettre d'effectuer un déménagement. ;
- Pas d'accès possible aux véhicules de secours et d'urgence.

ARTICLE 3 : La présente autorisation fera l'objet du paiement d'une redevance, calculée conformément aux dispositions décidées par délibération du Conseil Municipal, et dont les modalités sont les suivantes :

	Période de calcul	Occupation	Localisation(s)	Nature	Tarif	PU	Unité	Quantités			Montant
Redevance d'occupation	le 25/09/2026	Le 25/09/2026	RUE DE L'UNITE (Tulle)	stationnement d'un camion de 3.5T	Déménagement - Fermeture de route	31,21	par jour	1			31,21
					Déménagement Entreprise - Mise à disposition de panneaux 1er jour	50	forfait				50,00
					Véhicule de déménagement - Espace occupé	13,77	par place par jour	2	1		27,54
Sous-total											108,75
Montant total											

ARTICLE 4 : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le Service Sécurité Domaine Public de la ville de TULLE.

ARTICLE 5 : Les véhicules ne respectant pas les dispositions prévues ci-dessus seront considérés comme gênants. Ils pourront être enlevés et mis en fourrière, aux frais de leurs propriétaires.

ARTICLE 6 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7 : Les piétons, conducteurs de véhicules et le demandeur sont tenus de se conformer aux prescriptions supplémentaires qui pourraient leur être données par les agents des services de police nationale et municipale (Sécurité Domaine Public).

ARTICLE 8 : Copie du présent arrêté est adressé à : A LAU DEMENAGEMENTS - Services Techniques Municipaux - Hôtel de police - Presse - SMUR - SAMU - CENTRE DE SECOURS TULLE - Tulle aggro Service Transport - CFTA

ARTICLE 9 : Le présent arrêté est publié et affiché dans la commune de Tulle.

ARTICLE 10 : Monsieur Le Directeur Général des Services de la ville de TULLE et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 11 : Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Limoges par courrier postal à l'adresse suivante : 1, cours Vergniaud CS 40410, 87100 LIMOGES CEDEX. Le tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application Télérecours accessible par le site <https://www.telerecours.fr>. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Tulle. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant le délai de deux mois valant décision implicite de rejet).

Fait à Tulle, le 22 septembre 2026

Pour le Maire,

Le Maire-adjoint



Dorian LASCAUX